



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

28 Avril 2024

N° 314

Prix: 25 gourdes

SOMMAIRE

EDITORIAL

LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !



Le pays se meurt. Massacres, exécutions sommaires, viols, famine, partout c'est l'apocalypse avec des rues jonchées de cadavres, des maisons détruites, des rues défoncées et boueuses, des dizaines de milliers de personnes forcées d'abandonner leurs maisons et qui tentent de survivre sur les trottoirs, des milliers d'autres qui fuient le pays par tous les moyens. La bourgeoisie et son État ont failli.

Ce n'est pas le bilan des classes exploitées qui n'ont jamais été au pouvoir de toute l'histoire de l'île d'Haïti et dont la force de travail a enrichi la classe bourgeoise à l'échelle internationale à commencer par la bourgeoisie espagnole, française et plus tard la bourgeoisie américaine. C'est le bilan de plusieurs siècles de domination coloniale puis capitaliste de la société haïtienne sous l'égide de la bourgeoisie.

Véritable joyau de la période coloniale ou « la perle des Antilles », Haïti attisait les convoitises des puissances colonialistes qui se battaient pour la conquérir. Ses ressources naturelles, nombreuses, étaient étroitement surveillées, puis pillées et réparties suivant le rapport de force des mercenaires à la solde des capitalistes venus de toute l'Europe.

Ayant mis le grappin sur la partie occidentale de l'île Haïti en 1697, la France allait y installer une société esclavagiste au profit du développement de la bourgeoisie française. Par le commerce triangulaire et par l'administration coloniale avec le Code noir entre autres, la bourgeoisie française s'est enrichie pour se placer parmi les fleurons des puissances impérialistes en Europe.

De ces immenses richesses, les masses esclaves noires enlevées d'Afrique n'ont rien bénéficié. Sous le joug de la dictature de l'État français et de ses milices, elles n'ont connu que répression, châtement, massacres, mutilations, misère et négation de tout droit.

Dans le sillage des luttes de classes en France, les esclaves à Saint-Domingue se sont révoltés et sous la conduite de Toussaint Louverture et d'autres soldats, ils se sont donnés une véritable organisation révolutionnaire qui les

a menés d'abord à l'affranchissement général en 1794 puis à l'indépendance d'Haïti en 1804. Des victoires qui font toujours la fierté des peuples noirs et de tous ceux qui luttent contre l'oppression coloniale et contre l'impérialisme.

Mais les bases de fondation de la nouvelle société se sont élevées sur la propriété privée des moyens de production. Autour de Toussaint Louverture, se sont agglutinés d'anciens colons français, des nouveaux généraux noirs et mulâtres qui se sont enrichis en rétablissant la monoculture des grandes propriétés aux dépens des anciens esclaves et en s'appropriant de grands domaines. C'est sous la conduite de cette nouvelle classe dominante que les masses paysannes se sont battues pour l'indépendance d'Haïti.

Se plaçant au-dessus des classes laborieuses, c'est avec la bourgeoisie internationale que la nouvelle minorité possédante d'Haïti va maintenir et continuer l'exploitation des masses paysannes pauvres à travers une véritable guerre civile entrecoupée de l'occupation américaine de 1919 jusqu'à aujourd'hui.

Le pays n'a jamais connu de stabilité. Tantôt pour réprimer les révoltes des masses paysannes, des masses populaires des villes qui demandent plus de liberté et l'amélioration de leurs conditions de vie, tantôt pour disputer le pouvoir, les classes dominantes ont toujours régné et assis leur pouvoir dans le chaos et la répression.

Le pouvoir des gangs est le résultat de leur politique et de leur domination. Balayer cette société de fond en comble en ôtant le pouvoir politique et économique des griffes de la bourgeoisie par les luttes organisées et conscientes de la classe ouvrière et des masses exploitées, c'est la seule alternative qui vaille. ■

Editorial

⇒ Page 1

- Le pouvoir aux travailleurs !

Leur société

⇒ Page 2

- Les masses exploitées ne s'en sortiront que par leur révolte
- C'est leur chaos
- Pétion-Ville résiste
- Gangs armés : vers le contrôle total de tout Port-au-Prince

⇒ Page 3

- Le masque tombe pour le porte-parole de « Vivre ensemble »
- La population prise entre deux feux : les gangs et la Police
- Conseil présidentiel ou Guy Philippe : choisir entre la peste et le choléra !

Dans les entreprises

⇒ Page 4

- Reprise timide des activités de quelques usines sur la zone industrielle
- L'incendie dans la zone franche de Dignerou
- Fairway, une réouverture sans aucune amélioration

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

LES MASSES EXPLOITÉES NE S'EN SORTIRONT QUE PAR LEUR RÉVOLTE

Les classes dominantes et leurs valets de la classe politique ont laissé proliférer les gangs criminels dans le pays. Pour eux, mieux vaut avoir affaire à des gangs criminels, des assassins qui sèment le deuil et la terreur sur leur passage mais qui s'inscrivent dans la défense de l'impérialisme que d'affronter des millions de travailleurs, des chômeurs qui se révoltent contre l'enfer du système d'exploitation capitaliste.

Depuis plusieurs années, les masses populaires vivent au rythme des massacres, des actes terroristes tous plus odieux les uns que les autres. Des quartiers entiers sont rasés et vidés de leurs habitants. Des centaines de milliers de personnes deviennent du jour au lendemain des sans domicile, certaines étant contraintes de vivre dans des camps ou de fuir vers des villes de province. Des hôpitaux, des écoles, des marchés publics sont incendiés.

Cela n'émeut pas tant la bourgeoisie qui continue d'engranger des richesses, quitte à payer grassement les groupes armés pour protéger ses affaires. De toute façon, ce sont les travailleurs qui paieront la facture par l'augmentation des prix. Hier comme aujourd'hui, la détresse de la population n'a jamais été le cadet des soucis de la classe politique. Malgré le délitement presque total du pays, elle continue de se battre autour du pouvoir comme des charognards pour satisfaire leur gourmandise.

Maître des lieux, l'impérialisme, à travers ses ambassades, ne se sent pas plus préoccupé par le pourrissement de la situation. Si cela coïncide, des contingents de soldats étrangers peuvent être dépêchés pour venir protéger ses intérêts et évacuer ses ressortissants comme ils le font actuellement. Malgré la situation apocalyptique du pays, des armes de gros calibre, des drones, des grenades en provenance des USA, des Caraïbes, de Saint-Domingue continuent d'arriver entre les mains des gangs criminels. Ce qui fait dire à certains que Haïti et ses classes populaires sont victimes d'un complot.

Loin d'être victime d'un complot, Haïti est victime de la domination capitaliste de la planète depuis le débarquement des mercenaires à la solde de la bourgeoisie montante en Europe de 1492 jusqu'à aujourd'hui. En cela, Haïti n'est pas une exception. Mais pour avoir, d'une part, tenu tête aux colons esclavagistes français en arrachant leur liberté de haute lutte, en

infligeant, d'autre part, une défaite humiliante à Napoléon par l'obtention de leur indépendance, les masses esclavagistes haïtiennes se sont singularisées comme le symbole des luttes contre l'oppression.

Si les gangs armés n'ont pas encore investi toutes les grandes villes du pays, c'est en grande partie dû à la vigilance de la population. Et même à Port-au-Prince, en dépit de la toute-puissance affichée des gangs criminels, certains quartiers comme Canapé-Vert, Juvenat, la ville de Mirbalais, etc. résistent. Dans certains quartiers, les gens s'organisent et engrangent quelques succès.

C'est par la révolte générale de la population que les esclaves ont arraché leur liberté et proclamé leur indépendance à la barbe des colons français et alliés. C'est l'embrasement général des masses laborieuses qui mettra fin à la barbarie des gangs armés et au système d'exploitation qui leur a donné naissance. ■

PÉTION-VILLE RÉSISTE

Pétion-Ville, banlieue de Port-au-Prince, est l'un des endroits où les activités commerciales semblaient se dérouler sans difficulté. Tôt le matin, à partir de 5 heures, le transport en commun est en branle. Les va-et-vient des tap-tap de Delmas, de Kenscoff, de Bourdon et d'une partie du centre-ville vers Pétion-Ville se font parfois avec des embouteillages. Les petits marchands détaillants, nombreux, sont déjà dans les rues pour vaquer à leurs activités. Jusque vers 5 heures de l'après-midi, le centre commercial de la commune est

encore ouvert. Les banques, les entrepôts, les supermarchés ferment leurs portes un peu plutôt à 4H PM.

Malgré tout, la commune reste toujours sous les menaces des gangs armés de « Viv ansanm » qui jurent d'occuper tout le territoire du département de l'Ouest. Il y a trois semaines, les habitants ont vécu l'enfer pendant trois jours. Des dizaines de bandits armés ont assiégé la commune. Ils ont pillé, volé, incendié des magasins, des maisons avant de se retirer grâce à la mobilisation des habitants de certains quartiers.

Le puissant chef de gang, un ancien policier, dénommé Ti Greg, a été tué un mois après son évasion de la prison. C'est lui qui dirigeait tous les crimes perpétrés contre les habitants de la ville. D'autres assaillants ont laissé leur peau.

Outre la mobilisation des habitants de plusieurs quartiers de Pétion-Ville contre les gangs armés, la commune bénéficie aussi de mobilisations similaires dans certains quartiers situés en amont et qui lui offrent un certain cordon de sécurité. ■

GANGS ARMÉS : VERS LE CONTRÔLE TOTAL DE TOUT PORT-AU-PRINCE

Progressant depuis les communes périphériques du département de l'Ouest, les gangs criminels mettent le cap, depuis le 29 février, sur les derniers territoires qui échappent encore à leur contrôle. Le Centre-ville de la capitale Port-au-Prince est presque rayé de la carte. Déjà mal en point depuis le tremblement de terre de 2010, les gangs sont en train de finir le travail. Fuyant

la terreur des bandits, les habitants ont abandonné leurs maisons. Nouveaux maîtres des lieux, les bandits livrent la zone au pillage et y mettent le feu. L'espace est transformé en une zone de combat pour affronter la Police ou tout autre groupe concurrent.

Au Centre-ville, ce sont des dizaines d'établissements d'enseignement privé ou public qui sont vandalisés et pillés, des

bibliothèques, des hôpitaux, des marchés publics, des églises, des stations de radio, etc.

Le Champ-de-Mars avec le Palais National est le seul endroit où la Police résiste. Depuis un mois, les gangs échouent à prendre ce site historique, dernier vestige de l'État. Complètement encerclée par les gangs armés et harcelée par les tirs nourris, il est difficile de dire jusqu'à quand la police va encore tenir. ■

C'EST LEUR CHAOS

Peu après la publication du décret nommant les membres du Conseil présidentiel de transition, le secteur privé des affaires s'est fendu d'un communiqué demandant le déploiement immédiat de la mission internationale censée venir aider la police à maîtriser les gangs armés. Mais pour l'instant la diplomatie internationale de l'impérialisme ne semble pas pressée.

Si globalement ce sont les classes dominantes les principales bénéficiaires du chaos qu'elles ont elles-mêmes créé par leur politique, il n'empêche que leur prestige en a pris un coup.

Pendant les cinq dernières années, les patrons évoluant dans le bas-Delmas avaient connu un calme relatif même quand le centre-ville était en feu. En arrosant grassement de dollars le chef de gangs Jimmy Cherizier dit Barbecue, et les policiers du

CIMO, ils pouvaient tranquillement continuer à faire tourner leurs entreprises avant de se faire déposer par les gangs de Barbecue. Aujourd'hui, cette zone économique est un champ de ruine.

Partout, ces patrons ont la même attitude. Ils participent à la formation, à l'entretien et au paiement des gangs pour payer des bas salaires à leurs employés, pour les réprimer quand ils se révoltent. Ils financent des groupes criminels pour avoir des parts de

marchés attractifs, ils financent des groupes politiques pour occuper des ministères, obtenir des franchises, etc. Ce sont eux les principaux organisateurs de ce chaos.

Pour en finir avec eux, la classe ouvrière et les masses exploitées doivent se donner pour tâche la conquête du pouvoir, l'expropriation de cette caste de parasites et l'élimination des criminels et assassins qui sont à leur service. ■

LE MASQUE TOMBE POUR LE PORTE-PAROLE DE « VIVRE ENSEMBLE »

Jimmy Cherisier dit Barbecue a longtemps masqué ses activités criminelles sous le label de révolutionnaire. Se disant ami des plus pauvres, il mettait en avant puis dénonçait les conditions de vie lamentables des habitants des quartiers populaires. Depuis son ghetto, il recevait des journalistes de certains médias internationaux en quête de sensation à qui il faisait visiter certains quartiers déshérités de la capitale. En opposition à d'autres chefs de gangs, il s'est toujours vanté de ne jamais se livrer au kidnapping, aux assassinats. Dans la diaspora et même en Haïti, certains y ont cru. En novembre 2021, un filou, Jean Anaël Joseph, surnommé Busta John, a été arrêté par la Police canadienne après avoir collecté des sommes astronomiques au Canada au profit de Barbecue pour préparer « la révolution ».

Mais le masque de cet ancien policier devenu gangster est tombé et dévoile le personnage qu'il a toujours été. Porte-parole de la coalition des bandits armés « Vivre ensemble », il était venu, depuis le début de cette flambée de violence qui met Port-au-Prince à feu et à sang, raconter que les gangs armés sont en train de faire « la révolution ».

Mais ses discours démagogues et mensongers n'ont pas résisté à l'épreuve des crimes et des souffrances que ces criminels font endurer à la population : Destructions des marchés publics, incendies des maisons des quartiers populaires, des écoles, des universités, des hôpitaux. Vols et saccages des entreprises, attaques terroristes des ouvriers sur la zone industrielle, sur les routes nationales, ce qui pousse certaines personnes à dire que ces

malfrats sont en mission pour détruire les classes populaires.

Sentant la grogne et la colère de la population à travers le lynchage de certains des lieutenants de « Vivre ensemble », Barbecue a déclaré la guerre publiquement aux pauvres en annonçant qu'il les étripera avec ses armes avant d'arriver aux oligarques. Dans une conversation audio diffusée sur les réseaux sociaux, on l'a entendu commander l'incendie des maisons du bas-Delmas.

Mais Barbecue craint plutôt la révolte de la population. Dénoncer le double langage de ces assassins, rejeter leur démagogie, ne pas se faire complices de leurs crimes va dans la bonne direction. Renforcer la mobilisation, soutenir et multiplier les actions des brigades de vigilance sous le contrôle de la population, on finira par avoir la peau de ces criminels et de leurs complices. ■

LA POPULATION PRISE ENTRE DEUX FEUX : LES GANGS ET LA POLICE

Avec la nouvelle vague d'insécurité provoquée par la coalition des bandes armées, la population de la zone métropolitaine de Port-au-Prince se trouve prise entre l'enclume et le marteau. Elle subit au quotidien les violences et agressions de toutes sortes, celles des gangs mais tombe sous les balles de la Police censée venir la protéger.

En général, dans les quartiers où règnent et vivent les gangs, les riverains sont interdits de déménager sous peine d'être exécutés parce qu'en réalité ils servent de boucliers humains aux bandits lors de leurs affrontements avec les forces de police ou des bandes armées rivales.

Par ailleurs, quand des policiers débarquent dans un quartier pour venir régler leurs comptes avec des bandits, les riverains, se rangeant dans le camp de la police, souhaitent voir des bandits tomber sous les feux des policiers. Mais ce n'est pas toujours le cas, car des habitants des dits quartiers sont souvent victimes des interventions de la police.

Des riverains de Bon Repos, Croix-des-Bouquets, bas Delmas, etc. expriment souvent leur colère face à cette situation.

« Quand ils viennent à Mariani, parfois nous voyons plus de civils que de bandits à terre. La présence des bandits est une menace pour nous, mais les échanges de tirs avec les policiers le sont aussi », déclare un habitant de la zone avec dépit. « Les balles tuent, peu importe la main qui tient l'arme. Et nous sommes au milieu » raconte une marchande de Bon Repos.

Au centre-ville, le mois dernier, après l'assassinat d'un policier par des gangs de la zone, des unités spéciales de la police n'ont pas tardé à venir venger leur frère d'arme. Elles tiraient dans tous les sens encore plus de deux heures après l'exécution du policier. Les bandits qui avaient perpétré l'acte, ayant déjà fui, des passants et des riverains sont tombés sous les balles de ces policiers. En plus des cadavres de civils au sol, un homme a été atteint d'une balle alors qu'il était assis chez

lui, au Centre-ville. « Les gens ne peuvent même plus rester chez eux, alors qu'ils (policiers) savent très bien où aller pour trouver les bandits », lâche un de ses proches, très affecté par ce deuil.

Dans ses déclarations publiques, le porte-parole de la coalition des gangs « Viv ansanm », Barbecue, n'a pas caché le fait que les pauvres des quartiers sont les principales victimes de son mouvement. Il s'en fiche royalement et a lâché sans hésiter que cela ne le dérange nullement. Le porte-parole de la PNH ne tient jamais ce discours. Au contraire. Mais les interventions des forces de l'ordre aboutissent au même résultat : ce sont des riverains qui tombent sous leurs balles assassines. Aux yeux des habitants de ces territoires perdus, les policiers sont des bandits en uniforme et ils n'ont pas tort. ■

CONSEIL PRÉSIDENTIEL OU GUY PHILIPPE : CHOISIR ENTRE LA PESTE ET LE CHOLÉRA !

L'éviction du Premier ministre, Ariel Henry, par les États-Unis avec l'aide de la coalition des gangs « Viv ansanm », entraîne la vacance du pouvoir depuis environ 6 semaines. La diplomatie internationale soutient officiellement la formation d'un Conseil présidentiel de transition avec des représentants des principaux partis politiques. Mais parallèlement certains secteurs apparentés notamment à Jovenel Moïse, d'une part, et, officieusement la coalition des gangs, d'autre part, se rangent derrière un Conseil présidentiel avec Guy Philipe comme président. Mais quelle que soit la composition du prochain gouvernement, les classes populaires, n'ayant rien de bon à en attendre, doivent continuer à compter sur elles-mêmes.

Alors que, sous cette dictature féroce des gangs, le pays s'enlise de plus en plus dans la barbarie et le chaos, les classes possédantes et leurs valets politiques se livrent une bataille rangée pour contrôler le pouvoir et accéder à la mangeoire, trop petite pour des aspirants très nombreux. Après environ 6 semaines de tractations, une douzaine de partis ou regroupements politiques, faisant partie des plus médiatisés, ont fini par concocter une formule sous l'égide de la CARICOM pour former un Conseil présidentiel dont la mission est de nommer un Premier ministre en vue de la formation d'un nouveau gouvernement pour remplacer celui de Ariel Henry.

Mais ces formations politiques,

paillassons des grandes ambassades occidentales et des classes riches en Haïti, ont toutes déjà été au pouvoir, soit à la présidence du pays, soit au gouvernement ou au parlement. Par la dilapidation des fonds publics et le financement de bandes armées, elles ont donc leur part de responsabilité dans la situation catastrophique du pays. Leur ambition est de venir siphonner ce qui reste du Trésor public et de placer leur clientèle et leur parentèle dans l'administration publique, dans la diplomatie à l'étranger, etc.

Comme des chiens affamés autour d'un os, hommes d'affaires, politiques et bandits peinent à trouver un compromis dans leur querelle de famille.

Par ailleurs, une ex-ambassadrice des États-Unis en Haïti à qui l'on prête d'étroites

relations avec le PHTK de Martelly, a déclaré que la solution des problèmes du pays passe par une négociation avec Guy Philippe et Barbecue. Est-ce que la diplomatie internationale, en l'occurrence la Maison blanche, finira par satisfaire les desiderata des gangs ou par trouver un compromis en vue de faciliter le fonctionnement dudit Conseil ? C'est dans l'ordre des choses possibles parce qu'en réalité, les Ambassades occidentales, les Américains en tête de liste, les classes riches en Haïti, les politiques, les gangs, etc. font partie d'une même famille qui s'oppose viscéralement aux intérêts des classes populaires.

Voilà pourquoi celles-ci ne peuvent rien espérer du prochain gouvernement, quelle que soit sa composition. Pour sortir de ce borborygme, les classes pauvres ne peuvent compter que sur leurs forces et leur mobilisation. ■

DÉTÉRIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES CLASSES PAUVRES

La situation de crise, notamment la violence des gangs armés qui s'installe dans le pays, entraîne la détérioration des conditions de vie des masses pauvres.

L'inflation ne cesse de galoper : 20.9 % d'augmentation depuis le mois de mars 2024.

Les prix des produits de première nécessité s'envolent.

Les prix des produits comme le riz, l'huile, les spaghettis, le millet, le hareng, le maïs moulu, le citron, pour ne citer que ces exemples, augmentent considérablement. Ajoutés à l'inflation, le coût des transports et les mille péripéties pour les commercialiser, liées aux activités des gangs, rendent ces prix inabordables pour les classes populaires

en butte à un chômage de masse

Un chauffeur de transport qui assure le circuit « Port-au-Prince – les Cayes » dans le sud du pays dénonce le fait que tous payent plus de six postes de péage, allant de « Martissant » à « le Lambi » à l'aller et au retour. « *On est obligé de payer, sinon, les bandits pillent, fouillent les passagers et parfois tirent sur le bus* » ajoute-t-il.

Le transport, par exemple, pour le trajet « Port-au-Prince – Cap-Haïtien » est passé en moins de deux mois de 2500 à 5000 gourdes, alors qu'il y a un an la course était de 1500

gourdes.

Depuis quelques mois, on assiste à une pénurie de carburant, ce qui aggrave encore plus la situation. Les pompes à essence sont fermées et le gallon de gazoline se vend au marché noir jusqu'à 1500 gourdes, alors qu'à la pompe, il s'affiche à 570 gourdes.

Crise ou pas, la bourgeoisie ne perd pas ses habitudes de spolier les classes populaires. Mais mieux, les crises lui offrent plus de possibilité pour enfoncer son couteau dans la plaie.■

DANS LES ENTREPRISES

REPRISE TIMIDE DES ACTIVITÉS DE QUELQUES USINES SUR LA ZONE INDUSTRIELLE

Au début du mois d'avril, après plusieurs semaines d'arrêt, les directions de certaines usines ont convoqué une partie de leurs ouvriers pour reprendre le travail. Le soulagement de cette reprise contraste avec l'angoisse et la peur de faire face chaque jour à l'insécurité sur les routes.

Personne ne connaît par avance le meilleur itinéraire pour arriver à l'usine. Chaque fois il faut réinventer le parcours, prendre des détours, contourner des zones de tirs, etc. Au milieu des nombreux barrages qui sont dressés dans les rues, chaque maison abandonnée est susceptible d'abriter un malfrat qui guette sa proie.

La plupart des ouvriers habitent des endroits comme Canaan, Jérusalem qui sont loin de la zone industrielle. Ceux-là sont obligés de prendre des transports qui traversent des « vallées de la mort », pour se rendre sur la zone industrielle. Certaines fois ils sont obligés de faire demi-tour tant la

situation est compliquée.

Les environs du parc Sonapi où sont concentrées la plupart de ces usines sont depuis longtemps transformés en lieu d'affrontement entre policiers et bandits. Le carrefour de Drouillard notamment, qui débouche sur l'entrée principale du parc et qui continue vers l'aéroport et le centre-ville, est des plus périlleux. Zone stratégique, des gangs rivaux et la police s'y affrontent régulièrement pour la contrôler.

D'un côté, les tirs résonnent en permanence dans les usines à longueur de journée et cela nous empêche de nous

concentrer, nous sommes constamment sur le qui-vive, angoissés par l'idée qu'une balle perdue nous atteigne, rapportent les travailleurs. D'un autre côté c'est la direction qui met la pression constante en exigeant des quotas élevés.

Le soir, quand il faut quitter l'usine pour rentrer, la panique s'empare de nous, car bien souvent les bandits en profitent pour nous attaquer ».

Les patrons font semblant d'ignorer ces risques. Peu leur importe. Que des travailleurs se fassent tuer, violer, blesser, ils en trouveront d'autres, doivent-ils se dire.■

L'INCENDIE DANS LA ZONE FRANCHE DE DIGNERON

Le 29 mars 2024, les bandits armés du groupe de « 400 mawozo » dirigé par « Lanmò 100 jou » se sont introduits dans le parc industriel de Digneron situé dans la commune de Croix-des-Bouquets et ont incendié un entrepôt de 96 000 pieds carrés qui contenait des matières premières industrielles. Puis, ils se sont dirigés dans

l'immeuble de production de 200 000 pieds carrés où ils ont détruit des bureaux et beaucoup de machines industrielles. Le parc était fermé depuis 2022 après l'enlèvement de plusieurs employés.

Il y a environ deux ans, les

affrontements entre les gangs de « 400 mawozo » et « kraze baryè » dirigé par Vitelhomme avaient contraint les deux usines qui fonctionnaient à l'intérieur du parc à fermer leurs portes. Les bandits armés ont campé leur poste à l'entrée et empêchaient les travailleurs de se rendre au travail. Plusieurs ouvriers ont été victimes de kidnappings.■

FAIRWAY, UNE RÉOUVERTURE SANS AUCUNE AMÉLIORATION

L'usine Fairway a repris ses activités ce mardi 9 avril 2024 après cinq semaines de fermeture. Celle-ci avait été causée par les tirs à longueur de journée, des fusillades sur la zone industrielle. A Fairway, une ouvrière a été touchée par une balle perdue à la sortie de l'usine. La direction a relancé l'usine avec cinq modules. Beaucoup de

travailleurs de ces modules ont raté la première semaine. Soit qu'ils n'ont pas été contactés ou soit qu'ils ont reçu la nouvelle quelques jours plus tard. Elle a été obligée de faire appel à d'autres ouvriers et un autre module en supplément pour compléter l'effectif.

Malgré toutes les tracasseries que vivent

les ouvriers dans leurs quartiers, sur le chemin pour arriver au boulot, l'augmentation du coût de la vie, la hausse du prix du transport de 75 à 100 gourdes pour certaines zones, le patron a augmenté les quotas de production. Sur chaque cadence, il a mis 5 douzaines de plus par exemple, celle de 92 douzaines est passée à 97 douzaines pour le même prix : 1000 gourdes.■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.